JEUDI 16 JANVIER

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉ-E-S DE VILLA FRANCIA AU CHILI

19h30
Projection sur les mouvements sociaux au Chili et en Amérique du Sud

Au MOLOTOV
3, rue Paul Cézanne
PAF 3 euros

21h30
CUMBIA
avec DJ TERROR

Le 11 septembre 2013, les mouvements sociaux et populaires chiliens commémoraient les 40 ans du coup d'État, malgré la mise en place d'un important arsenal policier par le gouvernement durant les jours précédant l'événement. Ces mesures ont permit de mettre sous pression la population par la présence en nombre de patrouilles de police, de chars, le blocage des routes et la réalisation de contrôles d'identité arbitraires sur les différents « lieux de conflictivité » de la capitale Santiago. C'est le cas de Villa Francia, où, le mercredi 11 septembre, la population est sortie dans la rue pour participer aux diverses activités organisées pour l'occasion. Les forces policières n'ont pas tardé à abattre la répression sur les manifestant-e-s. De nombreuses personnes sont détenues arbitrairement, ruées de coups et embarquées en garde à vue par les forces spéciales, alors même que certaines sont gravement blessées. Plus tard, 14 personnes parmi les détenu-e-s de Villa Francia sont accusé-e-s de « délits spéciaux » : pour justifier cette accusation, les carabiniers rassemblent des cocktails molotov, vêtements obscurs et autres objets « suspects » et désignent les accusé-e-s comme en étant les propriétaires. Très vite un montage policier se met en place, accusant les 14 détenu-e-s de port d'arme, troubles à l'ordre public et rébellion. Finalement, face à ce montage policier grossier, la justice décrète leur détention illégale. Pourtant, le Ministère public fait appel de cette décision, prétextant la découverte de produits inflammables sur les mains et les habits des 14 inculpé-e-s. A partir de ce nouveau montage policier, la justice chilienne décide le 21 septembre d'assigner les inculpé-e-s à résidence, avec une privation totale de liberté. A ce jour les 14 personnes victimes du montage policier se trouvent toujours sous le coup de cette décision. Les inculpé-e-s sont aujourd'hui dans une situation très critique, certain-e-s sans soutien, ni revenu, ayant, comme Mauricio Soto, perdu leur travail à cause de leur privation de liberté.

Le cas de Villa Francia n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, mais il est représentatif de la répression systématique en direction de la population et des militant-e-s chilien-ne-s qui luttent dans les quartiers et tentent de reconstruire le tissu social et communautaire par l'action populaire et solidaire depuis la base. Les mouvements sociaux et populaires chilien-e-s continuent de dénoncer et de s'organiser pour rompre avec le modèle de la dictature qui perdure depuis 40 ans.

Les 14 inculpé-e-s de Villa Francia ont besoin du soutien populaire et international : organisons la solidarité et luttons pour mettre fin à la répression de nos camarades chilien-e-s !
Liberté pour les prisonniers politiques !
SI TOCAN A UN@ NOS TOCAN A TOD@S

Des militants chiliens et français
Alternative Libertaire Marseille

Concert de soutien organisé au bénéfice
du comité de soutien aux inculpé-e-s de Villa Francia.